

Zakia Khattabi

«Ce n'est pas sale d'être dans l'opposition»

INTERVIEW
MARTIN BUXANT

L'Onem et le gouvernement fédéral relancent les visites domiciliaires surprises au domicile des chômeurs, qu'en pensez-vous?

Le respect de la vie privée est clairement bafoué. On rentre dans l'intimité des gens, c'est extrêmement intrusif. On introduit un nouveau concept: le respect de la vie privée à géométrie variable selon que l'on soit au chômage ou pas. D'autre part, ce qui me frappe, c'est le deux poids deux mesures entre la chasse à la fraude sociale et le peu de cas que fait ce gouvernement de la fraude fiscale: rien ou quasiment rien.

Il y a aujourd'hui une vraie réflexion à mener sur le statut de cohabitant. Aujourd'hui, avec les prix de l'immobilier, par exemple à Bruxelles, ce n'est simplement plus possible de se loger si on ne s'organise pas à plusieurs pour cohabiter. Mais alors si on ne veut pas perdre une partie de ses allocations, on tombe dans la fraude. Aujourd'hui, le fait de frauder, pour certains, c'est une vraie question de survie. Quand on voit un couple au chômage avec deux enfants, s'ils décident de se domicilier ensemble, ils perdent tous les deux, donc un des deux garde une adresse fictive.

Donc, c'est le système qui pousse à la fraude, c'est cela?

Oui. Parce que ça ne colle plus à la réalité d'aujourd'hui. Remettons ce modèle à plat car ils poussent certaines personnes à imaginer des mécanismes de survie – qui au vu de la loi actuelle sont considérés comme de la fraude. Quand on a une allocation de 800 euros et que le loyer est de 600 euros – et je parle de Molenbeek, même pas d'Ixelles ou d'Uccle – que voulez-vous faire d'autre à part vous organiser pour survivre?

On stigmatise les allocataires sociaux?

Oui, évidemment. Et on oublie aussi que la différence fondamentale avec la fraude fiscale, c'est qu'avec la fraude sociale, l'objectif n'est souvent pas l'enrichissement personnel mais la survie. Ça ne légitime pas, mais ce n'est pas la même chose! J'ajoute que quand je vois le Parti socialiste s'indigner de ces intrusions dans la vie privée des chômeurs, ça me fait bien rigoler.

Ah, pourquoi?

Mais ce sont eux qui ont ouvert la boîte de Pandore quand ils dirigeaient le gouvernement précédent! Hier, ils votaient les exclu-

sions du chômage et aujourd'hui ils applaudissent la diminution du taux de chômage en Wallonie. Les socialistes ont ouvert la porte à la chasse aux chômeurs.

La droite veut retirer le paiement des allocations de chômage par les syndicats. Qu'en pensez-vous?

Ce sont les syndicats qui ont organisé la solidarité. Maintenant, je ne suis pas figée, On peut faire évoluer et coller nos institutions à la réalité sociale. On peut étudier la question. Mais le modèle fonctionne plutôt bien actuellement.

Le gouvernement planche sur sa réforme fiscale, c'est une bonne idée?

On demande une véritable révolution fiscale, un changement de modèle. Qu'on

arrête de mettre des rustines. La justice fiscale, le soutien à l'économie réelle et la chasse aux comportements polluants. La justice fiscale, c'est la globalisation des revenus. On veut élargir l'assiette de solidarité et que tout ne repose pas sur la fiscalité du travail. On doit faire porter une charge plus importante sur ceux qui ont plus. Que ceux qui vivent du fruit de leur rente contribuent aussi à la solidarité!

Donc, c'est faire contribuer le capital ou les revenus du capital?

Il faut commencer par les revenus du capital. Car le capital – comme par exemple l'immobilier – c'est déjà taxé. Ceux qui boursicotent doivent contribuer.

Mais les multipropriétaires, ceux qui ont des immeubles à appartements par exemple, doivent-ils payer des taxes?

L'idée est que ceux-là participent de manière plus active à la solidarité, effectivement. Je rappelle qu'il n'y a aujourd'hui que 15% des Belges qui sont multipropriétaires, ce qui veut bien dire qu'on ne cible-là que la tranche des gens les plus riches.

À côté de cela, il faut taxer les comportements polluants...

Cette fiscalité-là n'est pas un moyen de ramener de l'argent dans les caisses mais plutôt de faire évoluer les comportements. On est plus dans des mécanismes d'incitants que de taxation. La révolution culturelle est lente à mettre en place. On favoriserait une baisse de la TVA sur les produits non transformés. Concrètement, une TVA plus basse sur des produits que sur un plat tout fait, ça nous apparaît être une voie à suivre.

Une réforme fiscale, pour vous, ça doit, ou ça peut, coûter de l'argent?

L'objectif est de rétablir une justice fiscale. On oublie dans ce débat que le premier objectif c'est d'organiser le vivre ensemble, offrir des services publics de qualité, aider au fonctionnement de la collectivité. Et aujourd'hui, cette charge pèse toujours sur les revenus de ceux qui travaillent et des plus faibles.

Comment jugez-vous l'action du gouvernement bruxellois?

Il y a une opportunité, avec la 6^e réforme de l'État, de renforcer la réalité bruxelloise et on n'en fait rien. Une politique culturelle bruxelloise, par exemple, il n'y en a pas! Quel est le projet de ce gouvernement?

Et vous feriez quoi, vous?

La Région pourrait créer une institution culturelle bruxelloise et non plus bicommunautaire. Avec ça, on pourrait peut-être avoir un musée de l'immigration. Ce serait un bon signal. Idem pour les maisons de repos: que Bruxelles s'en charge. Pas de souffle, pas d'ambition, on a un gouvernement bruxellois petit joueur.

Et en Région wallonne?

Ce n'est pas mieux que ce qui est fait au Fédéral et à Bruxelles: on ne voit pas de politique offensive. Ils n'ont qu'un seul projet et qu'une seule ligne d'horizon: leur budget. Mais ils oublient que le budget n'est pas une fin en soi mais doit être au service d'un projet de société. Or ces trois gouvernements ont le regard braqué sur les bons points qu'ils reçoivent de l'Europe. Je ne dis même pas que c'est un projet de droite ou de gauche, je ne vois même pas

quel projet de société ils nous proposent.

Le gouvernement fédéral offre un projet de droite: les entrepreneurs applaudissent!

Tous les entrepreneurs ne sont pas contents. L'UCM et les petits indépendants ne sont pas satisfaits. Et je serais libérale, je me sentirais insultée par ce que fait ce gouvernement aujourd'hui. Les Lumières, ce sont les libéraux, or les libertés individuelles sont mises à mal aujourd'hui – de la vie privée aux politiques migratoires, c'est une politique punitive et il n'y a rien qui fasse rêver. C'est une droite bête et méchante.

Le succès du PTB, qu'est-ce que vous en pensez?

L'extrême gauche, ce n'est pas ma tasse de thé.

Pourquoi?

Parce que, entre autres sur la question des libertés individuelles et sur le féminisme, l'autonomie des individus, ce n'est pas le modèle le plus émancipateur. Le PTB reste un parti productiviste, ce que nous ne sommes pas. On a des différences fondamentales avec eux.

Le PS éprouve quelques difficultés internes, qu'est-ce que ça vous inspire?

Qu'ils arrêtent de penser que c'est sale d'être dans l'opposition: c'est ça la démocratie, être constructif depuis l'opposition, et ça, ils ont du mal à le comprendre. Quand je vois leur manière d'être dans l'opposition aujourd'hui, ça me permet de mieux comprendre leur comportement quand ils étaient au pouvoir. Le PS qui fait

la leçon à tout le monde aujourd'hui quand le Premier ministre ne vient pas répondre à des questions au Parlement, Di Rupo faisait la même chose sous la législature précédente. Di Rupo refusait de venir répondre à nos questions, il se défilait systématiquement.

C'est quoi l'objectif d'Ecolo à moyen terme?

L'enjeu d'un parti politique, c'est de peser électoralement, de peser sur la transformation du réel. On a un programme de 800 pages. On n'est pas tout le temps comme le PS, le cdH ou même le PTB à essayer de chercher des nouvelles idées. Le PTB vient avec la réduction du temps de travail: nous, c'est dans notre programme depuis longtemps. Mais on doit davantage encore le faire savoir et l'expliquer. Nous, c'est terrain, terrain, terrain.

Vous quittez le Parlement pour le fauteuil de coprésidente: il fonctionne bien, le Parlement fédéral?

Il pourrait fonctionner mieux que cela: quand un éminent membre de la majorité, comme Denis Ducarme, tente de nous empêcher de faire notre travail d'opposition, je me demande où on est. Est-ce que la Belgique est une République bananière? Il se plaint au président d'Assemblée que nous fassions notre boulot...

Mais le président du Parlement Siegfried Bracke, il est neutre et objectif?

Oh, non certainement pas: on le voit chaque semaine dans sa manière de mener les débats. Ça, c'est un enjeu: que le Parlement fédéral retrouve une indépendance de fonctionnement.

LES PHRASES CLÉS

«Les socialistes ont ouvert la porte à la chasse aux chômeurs.»

«La justice fiscale, c'est la globalisation des revenus.»

«Ils n'ont qu'un seul projet et qu'une seule ligne d'horizon: leur budget.»

«C'est une droite bête et méchante.»

«Quand un éminent membre de la majorité, comme Denis Ducarme, tente de nous empêcher de faire notre travail d'opposition, je me demande où on est.»

La coprésidente d'Ecolo Zakia Khattabi explique en quoi l'opposition que mènent les Verts est constructive, contrairement à celle du PS, «qui n'a toujours pas compris». Elle dénonce aussi le manque de neutralité du Président de la Chambre.